

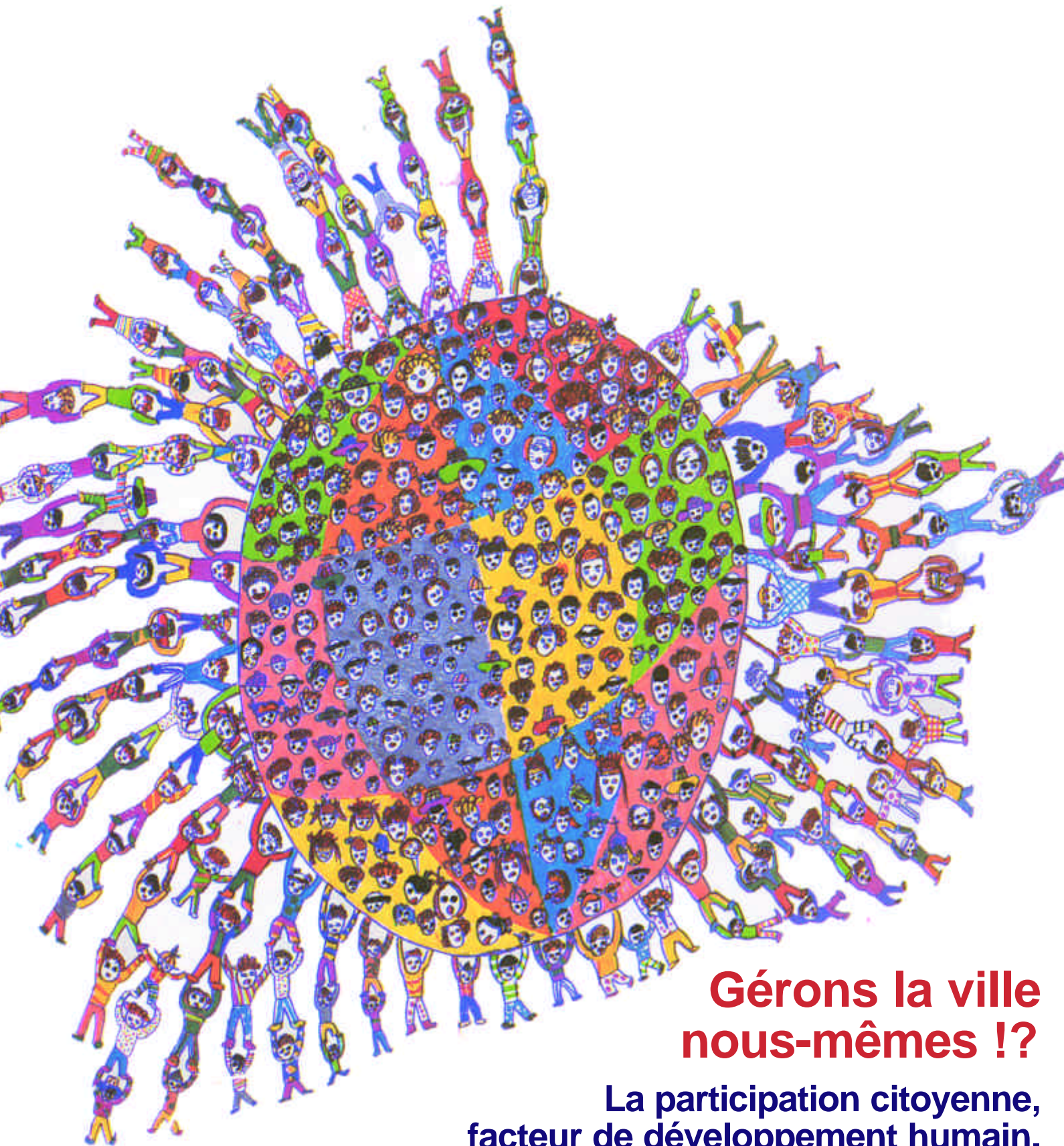
Alter Égaux n°12

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrégation P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



*pensons le monde autrement
vivons-le solidairement*



**Gérons la ville
nous-mêmes !?**

**La participation citoyenne,
facteur de développement humain.**

LA CITOYENNETÉ COMME PILIER, RECONQUÊTE OU RECONSTRUCTION DE L'ÉTAT

La démocratie est forte de ses citoyens. Meilleure est leur connaissance des pouvoirs publics, plus grande sera leur capacité à contrôler la prise de décision et à devenir de réels acteurs de la société dans laquelle ils vivent.

Plus fortes seront aussi les assises institutionnelles de l'État et donc sa stabilité. La participation évacue en effet le conflit politique ou le reformule en termes de propositions alternatives, de choix argumenté entre différentes contraintes. Elle cristallise aussi les mouvements de pression nés de la société civile en tant qu'interlocuteurs de l'État. La plus grande transparence des mécanismes financiers qui en résulte participe par ailleurs à la lutte contre la corruption. Le citoyen est donc à la fois l'incarnation et l'esprit de l'État démocratique.

Toutefois, la logique de participation traduit des réalités politiques très différentes qui vont de la puissance étatique consolidée à la faiblesse intrinsèque de celle-ci jusqu'à sa disparition pure et simple dans certains pays ravagés par la guerre ou économiquement sinistrés. La prise en charge des services collectifs de la vie quotidienne par des groupes de citoyens, fonctionnant en réseaux, supplée dans ce dernier

cas l'absence de l'État (sécurité, accès à l'eau, éducation des enfants, santé, activités productives).

Coopérer à partir de l'échelon local en tant qu'organisation communautaire de base entérine la prise en charge de la société civile par elle-même dans la période transitoire de reconstruction politique, à laquelle les ONG de développement contribuent à leur façon, en reliant les initiatives dictées par l'urgence et l'élaboration d'instruments de gestion pérennes.

Cet engagement civique concrétise un des objectifs des ONG qui est l'éducation au développement. La liberté suppose en effet la prise de responsabilités, elle-même fruit de la capacité d'analyse, d'action et de réflexion de l'individu ou de groupes citoyens. Pouvoir penser sa condition, c'est se donner les moyens de la changer. Cela passe par la maîtrise des enjeux politiques, la réappropriation d'expériences collectives passées et la connaissance historique.

La coopération est ainsi comprise comme un vecteur d'émancipation et, pour ce faire, doit absolument refuser la logique par défaut de puissance étatique déterritorialisée ou de simple outil administratif.

Ancrées dans les réalités locales, les ONG de coopération au développement remplissent leur rôle éducatif lorsqu'elles agissent en amplificateurs des projets menés par les populations, leur enseignant un savoir-faire technique ou de gestion adapté aux besoins. Toutefois, loin de la rhétorique de la bonne gouvernance, la coopération est un dialogue entre partenaires solidaires partageant la conviction qu'une société civile est forte de sa conscience politique. La bonne volonté fut la conscience infantile de la coopération; la volonté d'État exprime, quant à elle, la conscience du citoyen en devenir.



dessin : Jean-Louis Lejeune.



Marie-José LALOY
Sénatrice
Présidente de Solidarité Socialiste

Sol
soc
fcd

Bimestriel édité par **Solidarité Socialiste-Formation, Coopération & Développement**, association sans but lucratif, rue Coenraets 68 à 1060 Bruxelles, tél.: 02/505.40.70, fax : 02/512.88.16, e-mail : fcd@solsoc.be, site web : www.solsoc.be
Présidente : Marie-José Laloy. **Vice-Présidents** : Jacques Bourgaux, Alain Coheur et Jean-Claude Vandermeeren.
Secrétaire : Michel De Jaer. **Administrateurs** : Sfia Bouarfa, Jean-Marc Delizée, Alice Fautre-Baudine, Etienne Godin, Paul Gruselin, Philippe Mahoux, Dominique Plasman, Yves Smeets et Olga Zrihen. **Directeur et éditeur responsable** : Jacques Bastin, rue Coenraets 68, à 1060 Bruxelles. **Pré-press** : Patrick Abeels. **Flashage et impression** : Imprimerie Bietlot. **Bureau de dépôt** : Bruxelles X. **Illustration de couverture** : Dessin réalisé par un enfant dans le cadre de l'action éducative dans les écoles menée par Solidarité Socialiste. N° 12 novembre-décembre 2004. CCP 000-000054-54.
 Édité avec l'appui de la Région wallonne

Gérons la ville nous-mêmes ?

Une rencontre internationale coorganisée par la Fondation pour la Solidarité et Solidarité Socialiste sur le thème de la gestion participative a eu lieu fin novembre au Sénat.

Ce vendredi 26 novembre, la salle des Congrès du Sénat ouvrait ses portes à une centaine de participants, invités par la Fondation pour la Solidarité et Solidarité Socialiste à une journée de réflexion et d'analyse d'expériences de gestion participative menées aux quatre coins du globe. Les invités étaient, pour la plupart, des mandataires locaux ou des représentants d'administrations communales (essentiellement belges) et d'associations de divers horizons. Les intervenants quant à eux, une petite dizaine en majorité venus d'Afrique et d'Amérique du Sud, étaient des représentants d'autorités publiques à un niveau national ou municipal et des responsables d'ONG locales. Si nous avons dû constater l'absence d'une soixantaine d'inscrits, nous avons eu le plaisir d'accueillir des participants surprise qui ont comblé ce vide et nous ont permis de compter sur une participation à la mesure de nos attentes. Le programme de la journée était dense, mais les participants très disposés à écouter et à engager le dialogue avec les interlocuteurs présents.

La matinée a permis de visiter le concept de participation de manière plus théorique et globale, sous divers angles : participation de la société civile aux prises de décision au niveau international; expérience brésilienne de mise en place d'un Observatoire du Pouvoir Judiciaire au plan régional et de comités de Droits de l'Homme dans les quartiers; référence aux initiatives du gouvernement Chavez au Venezuela; succès et défis de la décentralisation du pouvoir au Sénégal et en Afrique en général; démocratie et économie solidaire à Lille.

L'après-midi, les participants se sont répartis dans les quatre ateliers prévus. On peut regretter que l'atelier consacré aux Droits de l'Homme et à la prévention des conflits, introduit par l'exposé fort intéressant de Clara Ines Restrepo Mesa, échevine du développement social de Medellin (Colombie), ait drainé fort peu de participants, mais il faut sans doute l'expliquer par l'attrait qu'ont exercé les deux ateliers consacrés plus spécifiquement au développement local et aux mécanismes de gestion participative. Les représentants d'autorités locales ou d'associations et d'ONG s'étaient en effet montrés très enthousiastes pour explorer des expériences de développement local menées en R.D. du Congo et au Maroc : participation citoyenne à Casablanca et expérience de développement partici-

patif en RDC ; processus engagés au Liban et en Irlande, qui mettaient en évidence l'adéquation entre un contexte (politique, social) et la mise en application d'un processus en marge du contrôle de l'autorité publique.

La gestion participative à Recife, ainsi que l'explication du fonctionnement pratique de la gestion participative, illustrées par différentes mises en oeuvre et enrichies de l'expérience Nord-Sud de la commune d'Anderlecht, ont également suscité un grand intérêt du public.

Un peu moins fréquenté, mais pas pour autant délaissé, l'atelier qui traitait de la participation populaire dans les champs respectifs de la culture et de l'environnement et proposait les points de vue de deux orateurs : Joao Alfredo, député fédéral du PT et Président de la Commission de la Chambre brésilienne sur l'Environnement, et Leao Lopes, responsable d'une ONG capverdiennne. Énormes divergences du point de vue du contexte géographique, économique et politique, mais points communs au plan social et local pour ces deux ex-colonies portugaises, ont donné lieu à un très riche échange.

Impossible ici de présenter une synthèse de tout ce qui s'est dit au cours de ces quelques heures, et qui fera l'objet d'un document écrit.

En ce qui concerne le bilan de la journée, sachez simplement qu'après une restitution des quatre ateliers, menée journalistiquement par le responsable de l'agence de presse InfoSud, André Linard, la journée s'est agréablement clôturée sur des échanges plus informels entre intervenants et participants. De manière générale, il ressortait de ceux-ci un sentiment de satisfaction par rapport aux attentes des uns et des autres : une appréhension des concepts rendue plus aigüe et plus nuancée grâce à la diversité des approches, le sentiment d'avoir réellement appris au travers de cas concrets, la mise en évidence et en valeur d'expériences développées dans des contextes et des domaines variés au Sud de la planète et présentées par des spécialistes qui en arrivaient en droite ligne, la découverte d'initiatives aptes à inspirer un modèle de gestion encore peu exploré et développé chez nous; enfin la perspective de collaborations et d'échanges ultérieurs, entre participants et intervenants éventuellement, mais aussi entre personnes et associations impliquées dans l'organisation de la journée.

Un peu de patience pour les mordus de la participation, la publication des actes de ce séminaire est prévue pour le premier semestre 2005. Si vous êtes intéressé(e)s, merci de nous le signaler, nous vous les ferons parvenir.

Palestine : Solidarité Socialiste appuie les jeunes du Silwan Club

Les problèmes que les Palestiniens rencontrent du fait de l'occupation israélienne sont présents dans tous les secteurs de leur vie communautaire.

Solidarité Socialiste lutte pour la paix, la démocratie et la justice sociale en appuyant différents programmes dans le monde entier, parmi lesquels le FADOC. Ce programme international (Afrique, Amérique latine et Moyen-Orient) aspire à travailler étroitement avec un groupe de partenaires – des organisations démocratiques et compétentes – qui travaillent ensemble dans la sphère de la solidarité pour le développement humain durable.

Solidarité Socialiste appuie leurs activités en se concentrant sur le renforcement de leurs capacités institutionnelles, des synergies entre les organisations partenaires dans le domaine de la communication, de la mobilisation, du plaidoyer politique, et dans la conception et la mise en œuvre d'activités de développement qui visent à créer une dynamique de changement social, économique, culturel et politique.

Avec la coopération de MA'AN, une organisation palestinienne sans but lucratif, Solidarité Socialiste a choisi Silwan, un club de jeunes, pour faire partie du programme FADOC.

Silwan Club est basé à Jérusalem-Est (la communauté Silwan) et souffre considérablement sous l'occupation israélienne. Avec la continuation de l'expansion de l'implantation israélienne dans la communauté de Silwan, celle-ci a déjà perdu approximativement 60 % de ses terres aux profit des colons juifs.

Le club et ses membres poursuivent néanmoins leurs activités communautaires. Avec l'appui de Solidarité



Socialiste, ils ont commencé à organiser un certain nombre d'activités, un message d'encouragement à continuer à agir, avec le soutien de leur communauté, comme des agents de changement social.

Grâce au FADOC, le Silwan Club a mis en œuvre avec succès des cours dans le domaine du travail volontaire, intensifiant ainsi la participation des jeunes dans l'amélioration de l'infrastructure du club, et a assuré la coordination et l'organisation des repas d'Iftar, spécialement durant la période du Ramaddan.

Pour renforcer les liens avec le réseau du FADOC dans le monde entier, il leur est apparu nécessaire d'améliorer leur connaissance de la langue anglaise. C'est ainsi que les membres du club suivent des cours d'anglais afin d'améliorer leurs compétences en matière de communication. D'autres activités sont programmées : des cours et des ateliers de renforcement des compétences en termes de direction, de gestion du temps, de travail en équipe. Une série d'activités ont également pour thème les Droits Universels des Enfants. En outre, les jeunes recevront une formation en plaidoyer (action et lobbying politiques).

Il est clair que les membres du Silwan Club profitent considérablement de ces cours et ateliers, et que l'appui du FADOC leur permet de continuer à organiser leurs activités et à améliorer leurs compétences, les aidant ainsi à jouer leur rôle d'acteurs de changement social, même dans les dures conditions de l'occupation israélienne.



Article rédigé par une correspondante de Solidarité Socialiste en Palestine.

Gérons la ville nous-mêmes !?

La participation citoyenne, facteur de développement humain

Des groupes d'habitants peuvent-ils constituer des interlocuteurs légitimes du pouvoir public et des experts pour faire évoluer des politiques de développement et d'aménagement des municipalités ? À l'heure d'une orientation néo-libérale de la mondialisation, à l'heure de l'élargissement de l'Europe, la question d'une nouvelle articulation entre la démocratie représentative et la démocratie participative est plus que jamais à l'ordre du jour.

La participation citoyenne est un sujet qui prend une place de plus en plus importante, un peu dans la pratique et surtout dans le discours.

C'est ainsi que le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), dans le cadre de son rapport 2002, «Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté», écrit : *«Le concept de développement humain place au centre la personne humaine, et traite de l'élargissement des choix accessibles aux individus dans l'optique d'une vie conforme à leurs attentes. (...) L'accroissement des choix passe impérativement par le renforcement des capacités humaines, c'est-à-dire de l'ensemble des possibilités d'action et d'existence. (...) Comme le souligne ce rapport, la dignité suppose aussi la liberté – et les moyens – de participer à la définition et au maintien des règles et institutions qui régissent les individus (...).»*

La question de la participation citoyenne pose donc fondamentalement la question de l'exercice du pouvoir et des responsabilités au sein de la société dans laquelle on vit, autrement dit de l'emprise que peuvent avoir la citoyenne et le citoyen sur les décisions qui concernent leur existence, tant individuelle que collective.

Même si d'autres types d'organisation de la société (les régimes communistes ou de démocratie populaire, par exemple) ont connu des formes plus ou moins abouties de participation,

le cadre de ce petit dossier est la participation citoyenne dans les démocraties dites représentatives.

Dans les systèmes de gouvernement représentatif, la prise de décision est déléguée aux représentant(e)s officiel(le)s choisi(e)s par les électrices et électeurs. C'est le type de gouvernance que connaissent la Belgique et de nombreux autres pays dans le monde. Elle a été institutionnalisée au niveau de l'État-nation belge au XIX^e siècle en lieu et place d'une démocratie directe, parce qu'elle est l'émanation d'une vision du peuple par les dignitaires de l'époque qui considéraient avec défiance le «populaire» et ses réactions passionnelles, et qui estimaient que la souveraineté devait s'exercer à travers des personnes possédant la culture et l'éducation qui leur permettaient de poser un jugement rationnel et mûrement réfléchi sur des questions qui, selon eux, dépassaient largement les possibilités de compréhension des masses (c'est pourquoi la possibilité du recours au référendum n'est pas inscrite dans la Constitution).

Il ne s'agissait d'ailleurs pas à l'époque que tout le monde puisse choisir les parlementaires. Le suffrage universel, qui permet à tout(e) citoyen(ne) d'élire ses représentant(e)s, n'a été acquis en Belgique que progressivement, après des décennies d'une lutte politique impulsée particulièrement par le mouvement socialiste.



Séance de formation de groupes de femmes à la participation, à Popayan (Colombie).



Orçamento participativo : budget participatif.

CRISE DE GOUVERNANCE

Mais nous vivons, en ce début de XXI^e siècle, une crise de la gouvernance. Et particulièrement une crise du système de gouvernement représentatif partout dans le monde.

Au Nord, en Belgique par exemple, la crise de la représentation politique est due, en gros traits, conjointement aux offensives répétées de l'ultralibéralisme contre l'État jugé comme un frein à la liberté individuelle, et à la défiance – justifiée ou fantasmée – des citoyen(ne)s vis-à-vis de leurs représentant(e)s, estimant qu'il est nécessaire de contrôler davantage leur action (cette défiance peut également aller jusqu'au rejet du politique). Il est dû également au fait que nombre de citoyen(ne)s estiment, au nom de la liberté individuelle, que personne n'a à prendre de décisions qui les concernent à leur place, y compris les parlementaires qu'ils ont élu(e)s.

Au Sud, si défiance existe également envers le pouvoir étatique, le désir de participation citoyenne s'exprime surtout du fait de l'autoritarisme étatique, ou au contraire du manque d'État, ou encore de la déresponsabilisation de celui-ci par rapport aux enjeux qui ont une influence – directe ou indirecte – sur la vie des populations. Ici la participation prend une forme très revendicative, et en général collective ou communautaire.

Il est donc essentiel d'insister sur le fait que système représentatif et participation populaire ou

citoyenne ne sont pas deux processus, deux modes de fonctionnement de la démocratie, qui doivent s'exclure, mais bien se compléter, agir en synergie. Il doit y avoir interaction souple et intelligente entre ces deux façons de vivre et de faire vivre la démocratie.

Les modalités de la participation citoyenne sont diverses et variées. Il n'y a pas une forme de mise en œuvre de cette participation, mais bien une multiplicité de processus qui s'incarnent dans une multitude d'expériences concrètes, liées à différents éléments.

Premier élément, le contexte local : la participation citoyenne ne peut pas s'exercer de la même façon dans une communauté rurale en Afrique et dans une commune de l'agglomération bruxelloise, par exemple.

Second élément : les logiques de participation qui sont liées à l'ancrage, c'est-à-dire à partir d'où l'initiative de participation est née : des pouvoirs publics (à quel niveau, pour quel objectif, avec qui), de la société civile (quel groupe de la société civile et avec quel projet).

Troisième élément : le fait que les mécanismes de participation soient ou non institutionnalisés (au Brésil, et du fait de l'histoire conflictuelle entre la population et l'État, il y a le plus souvent non-acceptation de l'institutionnalisation ; hors Brésil, l'institutionnalisation est plus facilement acceptée).

LES CONDITIONS INDISPENSABLES À LA PARTICIPATION CITOYENNE

Quoi qu'il en soit des formes de participation citoyenne, quatre conditions sont indispensables pour qu'elles puissent être efficaces : la volonté politique (les pouvoirs publics doivent être ouverts et favorables à cette démarche) ; la mobilisation de la population ; des



Une réunion du réseau Paoskoto, au Sénégal, dans le cadre du FADOC.



Une expérience de participation des jeunes au Parlement européen.

Solidarité Socialiste au Sénégal : « (...) La pauvreté la plus pernicieuse est de jouer un jeu dont on ne connaît pas les règles et dont on n'a pas été associé à la définition. Cela implique qu'il y a une démocratie de forme et une démocratie effective. Et la démocratie effective nécessite un minimum éducatif au niveau individuel et collectif pour construire la citoyenneté : la capacité d'être dans des groupes, dans des réseaux, la capacité technique – lire, écrire, compréhension du fonctionnement de l'État –, la capacité symbolique – c'est-à-dire le sens donné à la relation aux autres et à son activité –, la capacité de compréhension de la cité. »

EN GUISE DE CONCLUSION

Pour conclure ce petit dossier, bien trop court pour offrir autre chose qu'un aperçu très succinct de la participation citoyenne, quelques remarques.

Hormis les pratiques telles que le référendum ou la consultation populaire (qui sont des formes plus ou moins abouties de démocratie directe), toutes les autres formes de participation en démocratie sont des participations par délégation des pouvoirs (tout comme l'est le système représentatif au niveau de l'État) : en effet, quasi toujours, la population choisit en son sein des personnes en qui elles ont confiance et qui sont chargées de les représenter à un niveau « supérieur » dans le cadre du processus de participation (c'est le cas à Porto Alegre, par exemple, en ce qui concerne le budget participatif).

Il faut, bien sûr, que les pratiques de participation se déroulent dans le cadre de l'État de droit, dans une limite de règles et de procédures déterminées dans le cadre de cet État de droit.

ressources à redistribuer (il ne peut y avoir expérience de budget participatif sans budget) ; enfin les moyens de structuration de la participation (espaces de discussion, d'action et de décision accessibles, formation des citoyens aux techniques de participation, aux enjeux, ..., renforcement structurel des associations citoyennes, ...).

Ce dernier point est bien souligné par Emmanuel Seyni Ndione, de l'ONG ENDA-GRAF, partenaire de

La participation favorise l'action individuelle et collective. Cette dernière est essentielle parce qu'elle permet, à travers les mouvements politiques et sociaux, de faire progresser des aspects centraux du développement humain et de lutter ainsi contre l'exclusion. La liberté et la participation politiques permettent de faire valoir des droits économiques et sociaux, et l'accès à l'éducation accroît les capacités à exiger des politiques économiques, sociales et culturelles qui répondent réellement aux priorités des populations concernées.

Bénéficiaire de la liberté politique et participer à la gestion de la cité

Inclusion

Avoir un revenu qui permette de vivre dans la dignité

Avoir accès à l'éducation et à la santé

La participation citoyenne ne doit pas constituer, pour les pouvoirs publics, un prétexte, un alibi pour se décharger de leurs responsabilités sur les populations, et laisser à celles-ci la tâche de gérer le manque de moyens, voire la misère. De même que, pour reprendre ce qui a déjà été dit plus haut, la participation citoyenne ne devrait pas s'exercer en conflit avec le système représentatif, mais bien en appui des représentants élus et soutenue par ceux-ci, dans un objectif de changement social allant dans la voie d'un processus de démocratisation accrue de la démocratie.

C'est dans ce sens que Solidarité Socialiste appuie des partenaires acteurs de changement social qui, tous, font leur la démarche de cette approche participative, tant au sein de leurs associations que dans leurs relations avec les populations qu'ils touchent et avec lesquelles ils travaillent pour le renforcement de la démocratie, l'accès aux droits sociaux (éducation et santé publiques) et la souveraineté alimentaire.



Vade-mecum d'une expérience de participation citoyenne, une étude intéressante sur l'évaluation d'une expérience de participation en Brabant wallon, voir la page web : http://www.fgf.be/pdf/VadeMecum_PanelCitoyens.pdf

LE RESAQ, À CASABLANCA, PARTENAIRE DE SOLIDARITÉ SOCIALISTE

Le quartier de Derb el Miter, préfecture d'El Fida, à Casablanca, affiche une des densités de population parmi les plus élevées du Maroc. La collecte d'ordures y est aléatoire, les égoûts débordent à la moindre pluie, le chômage frappe les jeunes de plein fouet... Bref, le cadre est idéal pour une razzia islamiste. Et pourtant, les barbus n'ont aucune prise sur les jeunes du quartier. Ce petit miracle s'explique en deux mots : initiative citoyenne. Depuis que l'AMBDS (Association el Miter Bouchentouf pour le développement social) existe, les jeunes du quartier se sont trouvé des raisons de vivre : réhabiliter le parc, organiser des projections en plein air, soigner les personnes âgées, soutenir les enfants en difficulté scolaire, mettre les élus locaux face à leurs responsabilités... Ça n'arrête pas, l'association grossit à vue d'œil et le moral de tout le quartier s'en retrouve transformé. Et un bastion de moins pour les obscurantistes, un !

Un peu partout au Maroc, et à Casablanca en particulier, des initiatives comparables ne demandent qu'à se déployer. Le potentiel est là, les idées foisonnent, mais l'argent fait défaut. Or, la première mise de fonds est indispensable pour enclencher une dynamique positive dans les esprits. Il est crucial que le premier projet "prenne", qu'il crée un précédent, fasse des émules, crédibilise la démarche des militants associatifs, leur donne des arguments concrets pour contrer les islamistes, toujours prêts à ratisser là où l'abandon de l'État a laissé un vaste champ de frustrations en friche. Il est symptomatique que près de la moitié des projets rassemblés par le réseau des associations de quartier de Casablanca (le Resaq) viennent de Sidi Moumen. (...) L'État n'a quasiment rien fait pour sortir de son isolement ce ghetto qui a produit les premiers kamikazes de l'histoire du Maroc. Mais les jeunes de Sidi Moumen, eux, savent ce qu'il faut faire : apprendre l'informatique, s'initier à la lecture, rattraper les enfants en perte scolaire, créer des bibliothèques, des ateliers culturels, de l'animation théâtrale... Bref, bouger, s'activer, ne surtout pas se laisser gagner par l'apathie et le découragement.

Aujourd'hui, le Resaq fédère une cinquantaine d'associations du Grand Casablanca. Et il ne cesse de grandir et de s'étendre. Sous la houlette de son secrétaire général, Abdellah Zaâzaâ, son objectif est, en toute simplicité, de professionnaliser le secteur associatif. C'est pourquoi le Resaq a organisé, en collaboration avec la commission Entreprises et proximité sociale du patronat, des ateliers de formation au profit de 80 cadres associatifs. Le Resaq veut passer à la vitesse supérieure et créer un portail informatique. Objectif, à terme : fédérer toute l'action associative du royaume.

Pour Solidarité Socialiste, le partenariat au Maroc a démarré avec l'AMBDS, une association de proximité qui réussit une expérience pilote de dynamique de quartier et s'interroge sur les possibilités de renforcer cette action et de reproduire et/ou d'étendre des dynamiques similaires dans d'autres quartiers. Une réflexion a été entamée, à laquelle s'associe l'Espace Associatif et Solidarité Socialiste, de même que des associations marocaines en Belgique. Par ailleurs, l'AMBDS a participé activement à la création de la structure informelle (appelée comité de suivi des associations de Casablanca-Est) et à son travail de réflexion et d'action qui débouchera ensuite sur la création du Resaq. C'est ainsi que très naturellement, le Resaq s'est retrouvé au centre de l'action soutenue par Solidarité Socialiste à Casablanca.

Ci-dessous, deux articles rédigés par le CENADEP, partenaire de Solidarité Socialiste en République Démocratique du Congo pour le Programme FADOC, et repris sur le site Internet, le Portail de la société civile en RDC (<http://www.societecivile.cd/index.php>).

KINSHASA A ABRITÉ DU 18 AU 22 OCTOBRE LE SÉMINAIRE RÉGIONAL DU FADOC AFRIQUE

Le Centre CICM de Mbudi a abrité du 18 au 22 octobre 2004, le séminaire régional du FADOC (...).

Les partenaires Afrique du FADOC, accompagnés par deux délégués du siège de Solidarité Socialiste et deux représentantes de SolSoc en Afrique, se sont retrouvés aux cotés du CENADEP et de la Représentation de Solidarité Socialiste en RDC pour réfléchir pendant cinq jours sur l'efficacité du Programme dans les pays africains, son impact sur les bénéficiaires, et la vision de tous les partenaires pour une bonne poursuite du programme.

En analysant les expériences des uns et des autres, les participants se sont fixé pour objectif d'ici 2006 de contribuer davantage à l'autopromotion des droits sociaux, culturels, politiques, économiques des populations à travers les actions des organisations communautaires de base bénéficiaires des actions du FADOC en Afrique.

Ce séminaire a mis en place des mécanismes pour le bon fonctionnement du réseau des partenaires africains du FADOC afin de mieux communiquer entre

eux et de partager régulièrement leurs expériences malgré la distance qui les sépare.

À Kinshasa, les participants au séminaire ont visité sur le terrain les expériences du FADOC telles que portées par le CENADEP dans les communes de Barumbu, Kinshasa et Lingwala. Ils ont tous vécu la dimension du travail et l'engagement des organisations communautaires de ces communes pour un véritable changement social qui passe par un grand engagement politique des acteurs qui font de la promotion des droits de l'homme par eux-mêmes leur cheval de bataille.

La visite au Comité des Droits de l'Homme et Développement (CODHOD), cadre d'action et de concertation entre les acteurs de développement des communes de Barumbu, Kinshasa et Lingwala, a été une expérience enrichissante pour les nombreux partenaires africains qui ont ressenti à juste titre le degré d'engagement des populations autour d'une vision : le développement par la promotion des droits de l'homme. (<http://www.societecivile.cd/node.php?id=2027>)

ELIO DI RUPO A RENDU VISITE AU CODHOD

La population de Barumbu a été honorée ce samedi 30 octobre 2004 par la visite du Président du Parti Socialiste belge francophone, Monsieur Elio Di Rupo et de toute une grande délégation composée de sénateurs belges, de la Représentante de Solidarité Socialiste en RDC et du Représentant de la Communauté Francophone de Belgique en RDC.

Accueillis par le Bourgmestre de la Commune de Barumbu à leur arrivée au Secrétariat Technique du CODHOD sur l'avenue Itaga, M. Elio Di Rupo et toute sa délégation ont pu s'entretenir à bâtons rompus avec le Délégué du Cenadep, le staff du Secrétariat Technique du CODHOD ainsi qu'avec les représentants des associations de base et d'autres personnes présentes sur les lieux.

L'entretien a tourné essentiellement autour de la vision des citoyens des quartiers populaires en rapport avec les futures élections et sur l'action de plaider et de dynamiser la population de Barumbu et des communes voisines sur les droits de l'homme et le développement participatif que mène le CENADEP en partenariat avec Solidarité Socialiste dans le cadre du Programme FADOC, et de la participation de la popu-



lation dans la promotion de ses droits et la résolution de ses problèmes. Le CODHOD est un cadre de dialogue, de concertation et d'actions entre les différents acteurs de développement dans les communes de Barumbu, Kinshasa et Lingwala. Il est la matérialisation de la vision commune de changement social qui est celui de la lutte contre la pauvreté par l'autopromotion des droits de l'homme.

(<http://www.societecivile.cd/node.php?id=2047>)

“L’École, un droit qui donne des droits” et “La santé pour tous”

Depuis septembre 2004, les quatorze classes participant à l'action sont entrées en phase pratique. A travers la pédagogie du projet, ils se préparent à réaliser différents outils de sensibilisation sur les thématiques Nord-Sud, Santé et Éducation.

C'est ainsi que des idées telles que pièces de théâtre, journaux, livrets de présentation, bandes dessinées, expositions, weblogs, maquettes, chansons, enregistrement de disques et concerts ont vu le jour.

Les classes en ayant fait la demande bénéficieront d'un apport pratique pour la réalisation de leurs projets. Un contact a déjà été pris avec une animatrice en théâtre-action, ainsi qu'avec une journaliste.



Les enfants ont aussi accueilli un animateur sénégalais de notre association partenaire Djokoo : Makhtar AIDARA.

Il a pu les aider à comprendre la situation des thématiques santé et éducation au Sénégal, et en particulier dans le contexte urbain de Dakar et de sa banlieue. Il leur a ainsi permis d'affiner leur vision sur les différents contextes africains.

De plus, pour renforcer l'échange de courrier, une lettre vidéo a été tournée dans toutes les classes et sera projetée dans les classes burkinabées et sénégalaises correspondantes. Une lettre vidéo "Retour" sera, bien sûr, tournée dans les deux pays concernés en décembre. La suite au prochain numéro !



Le Café Poli-Critique de Sprimont, Solidarité Socialiste et l'Opération 11.11.11

Dans le cadre de l'Opération 11.11.11, le Café Poli-Critique de Sprimont * a organisé un débat sur le thème de la coopération Nord-Sud. Étaient représentés Solidarité Mondiale, Oxfam, le CADTM, et bien sûr Solidarité Socialiste, représenté par Jacky Vogelsang, responsable des relations publiques, et Abdoulaye Faye, de Djokoo AJC3, partenaire de Solsoc au Sénégal.

Chacun des participants était invité à décrire son organisation et à donner son avis sur les enjeux de la coopération Nord-Sud.

Après que Jacky Vogelsang eût décrit Solidarité Socialiste et son action, Abdoulaye Faye a mis l'accent sur les besoins criants en matière d'éducation et de santé au Sénégal. Il a insisté particulièrement sur le renforcement des groupes de base qui sont les acteurs incontournables de l'expression de leurs besoins ainsi que de l'action qui peut conduire à leur trouver des solutions.

Plusieurs interventions du public conduisirent à un débat qui aborda des situations concrètes, ainsi que des réflexions sur les enjeux de la coopération. La



Jacky Vogelsang, Albert Graitson et Abdoulaye Faye, respectivement 2°, 5° et 6° à partir de la gauche, à une table du Café Poli-Critique de Sprimont.

pas soigné ? Et qui, au Sud, profite aussi de ce système ?

Une autre problématique fut également abordée. Elle concerne le fait que des États (au Sud, mais cela se profile également au Nord) n'assument pratiquement plus leur rôle en matière de services publics, et particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Ils disent promouvoir les initiatives des populations, mais souvent ce qui les intéresse, ce n'est pas tant de réellement soutenir les populations pour les aider à résoudre leurs difficultés quotidiennes, mais plutôt de leur déléguer, sans moyens, la gestion de leur misère.

situation suivante cristallisa différentes perceptions : dans un pays du Tiers-Monde, des petits producteurs cultivent des tomates qui deviennent invendables parce qu'elles sont concurrencées par des tomates exportées par des pays du Nord. Les prêts accordés à ce pays du Sud le sont à condition qu'il ouvre ses frontières à ces produits venus du Nord.

Quel est le rôle de l'action des ONG par rapport à ces carences ? C'est là, comme l'a dit Abdoulaye Faye, qu'interviennent les capacités de mobilisation et les rapports de force politique.

Albert GRAITSON

Licencié en politique économique et sociale, éducateur spécialisé et conseiller CPAS à Sprimont.

À votre avis, qui gagne sur les prêts, sur les exportations de tomates, et qui n'ira pas à l'école, qui ne sera

* Le Trait d'Union, le Centre Culturel Arabe en Pays de Liège, Solidarité Socialiste, l'ULDP, Cleo, les Jeunes du Cleo, la Fondation Jacquemotte, PAC, les Amis de la Terre.

Formulaire d'ordre permanent

(à compléter, signer et remettre à votre organisme bancaire)

Oui, je soutiens l'action de Solidarité Socialiste - Formation Coopération & Développement

Via le présent document, je soussigné demande qu'on effectue un versement de :

10 € 15 € 20 € 30 € 50 € autre montant (précisez) : €

une fois par mois tous les 2 mois tous les 3 mois autre (précisez) :

au bénéfice des actions de Solidarité Socialiste - Formation Coopération & Développement

à partir du / / 2005 sur le compte **CCP 000-000054-54** de FCD, Rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles avec la communication : **DON PERMANENT**

Nom..... Prénom.....

Rue et n°..... Code postal

Localité Pays.....

Nom de l'organisme bancaire : Mon n° de compte : - -

Date : / / 2005

Signature :

POUR TOUT DON DE 30 € ET PLUS, EN UN OU PLUSIEURS VERSEMENTS SUR L'ANNÉE, VOUS RECEVREZ UNE ATTESTATION FISCALE